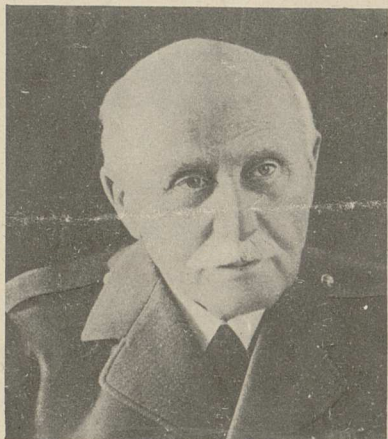


Paroles Françaises

Paroles d'Espoir



C'EST d'abord le Chef de l'Etat Français, le héros de Verdun, notre Maréchal PÉTAIN qui, après le « geste » de Montoire, s'adressant par deux fois aux Français leur dit :

A ceux qui doutent comme à ceux qui s'obstinent, je rappellerai qu'en se raidissant à l'excès les plus belles attitudes de réserve et de fierté risquent de perdre de leur force.

C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française, une unité de dix siècles, dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration.

Je vous tiens aujourd'hui le langage du chef. Suivez-moi; gardez votre confiance en la France éternelle.



et puis encore :

Vous avez appris que l'amiral Darlan s'était récemment entretenu, en Allemagne avec le chancelier Hitler. J'avais approuvé le principe de cette rencontre.

Il ne s'agit plus aujourd'hui, pour une opinion souvent inquiète parce que mal informée, de supputer nos chances de mesurer nos risques, de juger nos gestes. Il s'agit, pour vous, Français, de me suivre sans arrière-pensée.

Si, dans l'étroite discipline de notre esprit public, nous savons mener à bien les négociations en cours, la France pourra sûrement surmonter sa défaite et conserver dans le monde son rang de puissance européenne et coloniale.

C'est ensuite le vice-président du Conseil l'amiral DARLAN, chef respecté de notre magnifique flotte qui fait le point de la situation en s'écriant :



Le Chancelier du Reich ne m'a pas demandé de lui livrer notre flotte. Tout le monde sait, et les Anglais mieux que quiconque, que je ne la livrerai à personne.

Le Chancelier ne m'a demandé aucun territoire colonial.

Il ne m'a pas demandé de déclarer la guerre à l'Angleterre.

Pourquoi l'eût-il fait ? L'Allemagne, qui a commencé la guerre **seule**, se juge capable de la terminer **seule**, contre n'importe quelle coalition.

En juin 1940, l'adversaire pouvait refuser l'armistice, nous écraser et rayer la France de la carte du monde. Il ne l'a pas fait.

En mai 1941, le vainqueur accepte de négocier avec le gouvernement français.

Ecoutez bien mes paroles. De l'issue des négociations en cours dépend l'avenir de la France. Il s'agit pour elle de choisir entre la vie ou la mort. Le Maréchal et le gouvernement ont choisi la vie.

Il prononce également un réquisitoire contre l'Angleterre, le 31 mai, dans le texte duquel on peut retenir que :

Au total, depuis l'armistice, cent quarante-trois de nos navires ont été capturés par les Anglais, et non pas visités puis rendus, comme ils le prétendent. Au mépris de toutes les lois de la mer, l'amirauté britannique



a pris l'habitude, en ce qui concerne la France, de transformer le droit de visite en droit de prise, même quand des bateaux arraisonnés sont vides.

Soit au total 792.000 tonnes, ce qui représente une valeur de 120 milliards de francs d'aujourd'hui, soit un peu PLUS QUE CE QUE NOUS AVONS VERSE A L'ALLEMAGNE DEPUIS L'ARMISTICE.

C'est aussi Georges SCAPINI, aveugle de guerre, héros de 1914-18, ambassadeur de France qui, parlant à son tour, dit aux familles de prisonniers :

L'atmosphère dans laquelle se sont déroulées les conversations fut sympathique, je dirai même inaccoutumée, car il ne faut pas oublier que la guerre n'est pas terminée.

Si les Français considèrent encore l'Allemagne comme un adversaire, il est puéril de lui demander des libérations de prisonniers.

Si les peuples payent les fautes de leurs gouvernements, ils sont aussi, par leur travail, les artisans du redressement.

Une page de l'Histoire du Monde vient d'être tournée, une autre se présente à nous, vierge, sur laquelle nous écrirons de notre mieux, dans un esprit de collaboration sans lequel rien de ce qui est européen ne peut être possible.

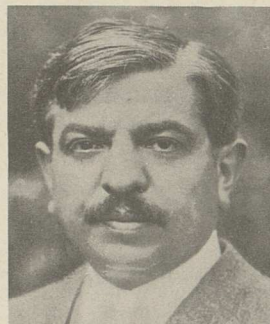


C'est ensuite encore Son Eminence le Cardinal BAUDRILLART, recteur de l'Université Catholique de Paris, grand chef de l'éducation chrétienne en France qui, s'adressant aux catholiques français, s'exprime ainsi :

Par un triste privilège, j'ai vu nos trois guerres avec la grande et puissante Allemagne. Je les ai vues dans des conditions qui me permirent d'abord de réfléchir et d'apprendre et, plus tard, d'agir.

J'en tire donc le droit de conseiller, de crier gare, de supplier mes compatriotes de ne pas se laisser aller à leurs impressions premières.

Quand on parle de coopération et de collaboration, dans certaines bouches et provenant de certains partis, ces mots pourraient être tenus pour suspects. Dans la bouche d'un homme d'honneur si entièrement désintéressé, et qui vraiment n'aurait plus à désirer sur la terre qu'un peu de repos et non des luttes continuelles, de tels mots ne sont pas susceptibles d'une interprétation tendancieuse.



C'est pour continuer le Président LAVAL qui, s'adressant au peuple américain, lui ouvre les yeux en lui dressant un tableau exact de la situation, lui dit :

A Montoire, j'ai dit au Führer : « Vous pouvez nous écraser. Vous êtes le plus fort... Mais, parce que c'est une loi de la nature, un jour nous nous révolterons... Pouvez-vous admettre un autre recommencement de nos conflits ?... »

Et le Führer m'a répondu : « Je ne ferai pas une paix de vengeance. Je ne retomberai pas dans les erreurs du traité de Versailles. Mais, vous, voulez-vous collaborer ?... »

C'était parce que je voulais collaborer que j'étais là, c'est ainsi et c'est pourquoi nous sommes tombés d'accord sur le principe général de la collaboration et sur le fait capital que la France, dans ces conditions, aurait, après la Paix, à jouer un rôle, un très grand rôle dans la nouvelle Europe.



C'est également le général WEYGAND, le collaborateur intime du Maréchal Foch qui, s'adressant aux Français de l'Empire, s'exprime en termes émouvants et prend une position dont la sincérité exclut le doute :

Tous les Français qui ont à cœur l'avenir de la France et de son domaine colonial doivent donner leur adhésion sans condition à la politique de collaboration suivie par le Maréchal Pétain.



C'est enfin, venus de tous les horizons des divers Partis politiques français, l'ancien socialiste Marcel DÉAT qui, en une suite de courageux articles, se fait, dans le journal *L'Œuvre*, le champion de cette « collaboration » nécessaire à la vie de notre Patrie...

Jean LUCHAIRE, journaliste de « gauche », qui prend lui aussi, dans *Les Nouveaux Temps*, une position semblable.

Eugène DELONCLE, « cagoulard », homme d'extrême droite, qui est un des pionniers de ce même idéal.

Jean GOY, Président de l'U.N.C., député national, qui par ses écrits et ses discours exhorte les nationaux à se rallier à la politique de son chef, le Maréchal Pétain.

Jacques DORIOT, ancien membre du parti communiste qui est, lui aussi, un apôtre de cette politique.

Pierre COSTANTINI, Combattant des deux guerres qui, le premier, eut le courage de stigmatiser en des affiches mémorables l'attitude de l'Angleterre.

CLÉMENTI qui a mis au service de cet idéal toute la fougue de son ardente jeunesse et qui travaille inlassablement à grouper les hommes de sa génération.

Jean BOISSEL, grand mutilé de la Guerre 14-18, qui pour avoir voulu empêcher la guerre en 1939, a été emprisonné par les Daladier, Reynaud et Mandel, a repris avec une force accrue le bon combat.

*Tous unis, oubliant leurs querelles passées, obéissent
à l'ordre du Maréchal en se faisant les champions de :*

La Collaboration

TOUS ceux qui ont pris position pour la politique de collaboration offerte généreusement par le vainqueur sont des Français, la plupart d'entre eux sont de grands Français, parmi eux se trouve le plus grand des Français, le chef de l'Etat, le Maréchal Pétain.

Est-ce que le peuple de France a le droit de ne pas avoir confiance en eux ? en lui ? Non.

Est-ce que le peuple de France doit se laisser bourrer le crâne une fois de plus par une poignée de mercenaires juifs ou francs-maçons qui, payés par l'Angleterre font, chaque jour, à Radio-Londres, leur sale besogne pour toucher les larges prébendes de la perfide Albion ?

Ces mauvais Français, complices de ceux qui massacrèrent nos marins à Dakar, à Mers-el-Kébir, à Sfax, en Syrie, traînent chaque jour dans la boue nos gouvernants et nos chefs militaires.

Traître le Maréchal Pétain ?

Traître l'amiral de la flotte-Darlan ?

Traître le général Weygand ?

Traître le général Huntziger ?

S'il est possible de trouver un véritable « Français » ayant à ses souliers de la vraie terre de France pour croire à une telle infâmie, alors c'est à désespérer de la France, alors notre pays est fini, son rôle de grande nation européenne est terminé.

Mais cela n'est pas. En une magnifique unanimité, derrière le chef de l'Etat, derrière le vice-président du Conseil, derrière nos chefs militaires, la France, la France éternelle retrouvera son vrai visage, elle prendra sa place dans la nouvelle Europe et le mot France sera toujours synonyme de Loyauté, d'Humanité, de Courage et de Travail.

Vive le Maréchal Pétain !

Vive la France !

